



Les mathématiques pourraient gagner 1 h 30 en première

Un comité d'experts chargé par Jean-Michel Blanquer de réfléchir à l'avenir des maths au lycée propose de muscler l'actuel enseignement scientifique, qui passerait de 2 h à 3 h 30 par semaine en première pour les élèves qui ne sont pas en spécialité maths. Le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), le 15 mars 2022. THOMAS SAMSON / AFP

Le renforcement des mathématiques dans le tronc commun, est-ce suffisant pour redonner aux lycéens français la bosse des maths ? C'est en tout cas ce que propose le comité d'experts chargé par Jean-Michel Blanquer de trouver des solutions pour renforcer les mathématiques au lycée. La discipline, devenue non obligatoire à partir de la première, a perdu 18 % de ses heures depuis la réforme du lycée.

Le comité propose que l'enseignement scientifique – une discipline mixte, qui cumule SVT, physique et mathématiques – soit porté à 3 h 30 en première, contre 2 heures seulement aujourd'hui. Le volume horaire supplémentaire serait entièrement consacré aux maths, et la discipline sera rebaptisée « enseignement scientifique et mathématiques », propose encore le rapport, qui sera remis lundi 21 mars au ministre de l'éducation.

Pénurie de candidats aux concours

Ce renforcement du tronc commun ne concerne a priori que les élèves de classe de première qui n'ont pas choisi les mathématiques en spécialité. Ils auront ensuite la possibilité de basculer, en terminale, sur l'actuelle option « maths complémentaires ». D'un point de vue règlementaire, ils en ont d'ailleurs déjà le droit aujourd'hui, mais les élèves qui n'ont pas suivi la spécialité ne font pas ce choix, de crainte de ne pas pouvoir suivre. En outre, le comité propose de rebaptiser les maths complémentaires « enseignement d'approfondissement », ce qui aurait l'avantage de la faire entrer dans les horaires « fléchés » des établissements, par opposition au statut d'« option » qui la met aujourd'hui en concurrence avec d'autres disciplines.

Selon nos informations, les experts proposent que cet enseignement scientifique de 3 h 30 au lieu de 2 h soit proposé seulement aux non-spécialistes de mathématiques, pour la rentrée prochaine, avant de l'ouvrir à tous les élèves de première à la rentrée 2023, de façon à ce que la discipline reste un enseignement de tronc commun. Cette solution progressive vise surtout à limiter les besoins en ressources humaines : il faudrait 450 « équivalents temps plein » pour assurer ces heures de mathématiques en plus, mais plus de 1 000 si tous les élèves de première étaient concernés. Dans un contexte de pénurie de candidats aux concours et alors que les inscriptions au Capes sont déjà closes, les cours seraient assurés à la rentrée 2022 en heures supplémentaires, par des professeurs déjà en poste.

Réviser le programme de seconde

D'autres préconisations sont également détaillées dans ce rapport, toujours en attente d'arbitrages de la part du ministre de l'éducation. Le programme de seconde, jugé « trop difficile » par les élèves qui n'ont pas l'intention de poursuivre les mathématiques en première, crée du décrochage. Le comité préconise sa révision.

Parmi les sujets d'inquiétude ayant émergé sur les mathématiques au lycée, on trouvait également le faible nombre de filles choisissant la spécialité maths et les maths « expertes », option de terminale dont les élèves se destinent massivement aux études scientifiques. Le comité a calculé que, pour obtenir un vivier de 10 000 lycéennes supplémentaires qui suivraient l'enseignement « maths expertes » et porter ainsi le contingent de filles à 40 % du total des élèves de cette option, il suffirait de recruter environ 4 lycéennes par lycée au début de la terminale. Un petit objectif qui pourrait être transmis aux proviseurs et favoriser, à grande échelle, un vivier plus équilibré de « vrais » scientifiques.

Sans surprises, l'heure et demie de mathématiques supplémentaires ne satisfait pas les enseignants, qui réclamaient pour certains une deuxième spécialité maths réservée aux élèves se destinant à l'économie et aux sciences humaines. « C'est une rustine sur un problème plus vaste », s'agace Sébastien Planchenault, le président de l'association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (Apmep). L'ensemble des effets pervers de cette réforme n'est pas pris en compte, notamment le fait qu'elle fait émerger un seul profil scientifique possible, celui de l'élève qui suit la spécialité maths. »





En revanche, selon cet enseignant, les professeurs de mathématiques seraient « prêts » à revoir leurs pratiques dans un enseignement de mathématiques « appliqué » ou « plus concret », qui serait celui des non-spécialistes de première. « Les professeurs de mathématiques aimaient enseigner le programme de l'ancienne filière L, plaide-t-il. L'enseignement des mathématiques au lycée a perdu de sa variété et de sa richesse avec cette réforme. »

